



BUDGET DE L'ONTARIO 2019

PROTÉGER L'ESSENTIEL

EXPOSÉ BUDGÉTAIRE

L'honorable Victor Fedeli
MINISTRE DES FINANCES

Sous réserve de modifications

Pour de plus amples renseignements au sujet du *Budget de l'Ontario 2019 : Protéger l'essentiel – Allocution*, appeler (sans frais d'interurbain) :

Demandes en français et en anglais : 1 800 337-7222

Téléimprimeur (ATS) : 1 800 263-7776

Pour obtenir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère
à www.ontario.ca/budgetfr

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2019

This document is available in English under the title:
2019 Ontario Budget: Protecting What Matters Most – Statement

Monsieur le Président,

Aujourd'hui, nous présentons le premier budget du mandat de notre gouvernement, un plan pour la population et à l'image de la population, et, qui plus est, un plan qui donne la priorité à la population.

Sous le leadership du premier ministre Doug Ford, notre gouvernement a choisi une voie menant à l'équilibre budgétaire afin que nous puissions protéger l'essentiel, soit nos services cruciaux comme la santé et l'éducation.

Nous travaillons plus judicieusement, dépensons de manière plus avisée et réinventons la façon dont le gouvernement sert la population. Nous prenons des mesures pour attirer les entreprises, créer des emplois et ouvrir des débouchés pour nos nouveaux ingénieurs, infirmières et gens de métier.

L'approche de notre gouvernement, à la fois réfléchie et mesurée, est fondée sur quatre priorités claires.

- Premièrement, nous rétablissons la responsabilité et la confiance en présentant un plan crédible, viable et entièrement chiffré qui ramènera l'équilibre budgétaire dans la province d'ici cinq ans. En fait, on prévoit que notre plan générera des économies et évitera des coûts représentant en moyenne environ huit cents par dollar dépensé.
- Deuxièmement, nous protégeons l'essentiel en adoptant de nouvelles manières audacieuses d'offrir des services de calibre mondial en santé et en éducation, tout en appuyant nos travailleurs de première ligne.
- Troisièmement, nous donnons la priorité à la population en rendant la vie plus abordable et commode grâce à un nouveau crédit d'impôt de l'Ontario pour l'accès aux services de garde d'enfants et l'allègement des dépenses (ASGE), de même qu'un plan visant à rendre l'assurance-automobile plus accessible et plus abordable, un réseau de transport en commun rapide élargi, ainsi qu'une réduction de l'impôt sur l'administration des successions.
- Quatrièmement, nous faisons en sorte que l'Ontario soit ouvert aux affaires et à l'emploi en réduisant les coûts pour les entreprises, et en facilitant la tâche des employeurs pour embaucher des travailleurs et celle des travailleurs pour trouver un emploi.

Notre gouvernement se range résolument du côté des contribuables qui travaillent fort. Voilà pourquoi le budget de 2019 ne comporte aucune nouvelle hausse d'impôt ni de taxe. Aucune.

Le présent budget prolonge le travail acharné accompli par notre Conseil des ministres et notre caucus depuis qu'ils sont entrés en fonction. En neuf mois à peine, notre gouvernement a mis en oeuvre des centaines d'initiatives au profit des particuliers, des familles et des entreprises, comme :

- l'annulation de la taxe sur le carbone liée au plafonnement et à l'échange;
- la réduction de l'impôt sur le revenu des sociétés grâce à l'Incitatif à l'investissement pour la création d'emplois en Ontario;
- l'instauration de notre crédit d'impôt pour les personnes et les familles à faible revenu (CIPFR);
- la construction d'écoles dans les secteurs à forte croissance;
- l'ajout de lits de soins de longue durée et de lits d'hôpitaux, ainsi que la réparation et la modernisation de douzaines d'hôpitaux en Ontario.

Nous avons fait des progrès gigantesques, mais il reste fort à faire. Et, pour être franc, le défi qui nous attend est intimidant.

NOUS AVONS HÉRITÉ D'UN GÂCHIS FINANCIER

Personne ne devrait sous-estimer le gâchis dont nous avons hérité.

Lorsque la Commission d'enquête indépendante sur les finances a terminé son examen des états financiers de l'Ontario, il est apparu très clairement que non seulement les réserves étaient dilapidées, mais que les finances publiques étaient sur le point de s'écrouler sous le poids énorme de la dette et du déficit.

Le gouvernement précédent avait perdu la maîtrise des dépenses. Chaque jour, il dépensait 40 millions de dollars de plus que ce qu'il percevait. Sous sa gouverne, le déficit a atteint 15 milliards de dollars et la dette a augmenté en flèche pour atteindre plus d'un tiers de un billion de dollars. En fait, les paiements de l'intérêt sur la dette constituent le quatrième poste budgétaire en importance de la province, dépassé uniquement par ceux de la santé, de l'éducation et des services sociaux.

Sous le gouvernement précédent, les particuliers, les familles et les entreprises croulaient sous des hausses d'impôts vertigineuses ainsi que des frais et des factures d'électricité croissant constamment. Le secteur manufacturier de l'Ontario était en train de disparaître et plus de 300 000 emplois dans le secteur de la fabrication ont été éliminés. Le gouvernement précédent, paralysé par les scandales, se contentait la plupart du temps de faire du surplace et de regarder passer la parade.

L'Ontario mérite mieux. Et le 7 juin de l'année dernière, la population de l'Ontario a voté pour quelque chose de mieux, le premier ministre Doug Ford et son plan pour la population.

RÉTABLIR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE DE MANIÈRE RESPONSABLE ET VIABLE

Le rétablissement de la confiance, de la responsabilité et de la transparence forme la base de nos plans visant à édifier une administration financièrement responsable et à protéger les services publics cruciaux que nous chérissons tous.

Équilibrer le budget est une première étape cruciale pour la protection de nos services de base.

Équilibrer le budget exige de la discipline, de la détermination et l'appétit nécessaire pour adopter une manière différente de mener les affaires du gouvernement en modernisant et en numérisant nos services et nos programmes pour les rendre plus efficaces, tout en protégeant nos travailleurs de première ligne.

Voilà la voie que notre gouvernement a choisie. Nous avons créé un plan entièrement chiffré et viable qui nous mènera à l'équilibre en cinq ans. C'est un objectif raisonnable et responsable.

Nous sommes heureux d'annoncer qu'au cours de la courte période depuis notre arrivée au pouvoir, le déficit a été réduit de 3,3 milliards de dollars, pour être ramené à une somme estimative de 11,7 milliards de dollars pour le dernier exercice.

De plus, notre gouvernement prévoit réduire le déficit de plus de 1 milliard de dollars durant l'exercice 2019-2020, pour qu'il soit ramené à 10,3 milliards de dollars.

La route sera ardue, mais notre détermination est inflexible : nous rétablirons l'équilibre budgétaire de l'Ontario selon l'échéancier que nous établissons aujourd'hui.

Mais nous sommes bien conscients du danger des belles paroles. Et c'est pourquoi nous concrétisons cet engagement par la promesse solennelle que nous changerons la culture du gouvernement.

Dans le cadre de la loi budgétaire, notre gouvernement propose un nouveau cadre de responsabilité robuste appelé la Loi de 2019 sur la viabilité, la transparence et la responsabilité financières. Il s'agit de la première refonte importante de la législation financière de l'Ontario en 15 ans.

De plus, la loi proposée exigerait que le gouvernement dépose chaque année le budget au 31 mars.

Et la disposition la plus importante du projet de loi pourrait être la « garantie de responsabilité » de la part du premier ministre et du ministre des Finances. Cette mesure exigerait que le premier ministre et le ministre des Finances paient une pénalité correspondant à 10 p. 100 de leur traitement pour chaque échéance ratée.

Nous joignons littéralement le geste à la parole.

Bien qu'il soit important de juguler le déficit, il est tout aussi important de s'attaquer de front au fardeau croissant de la dette.

L'Ontario est aux prises avec la dette infranationale la plus élevée de la planète. Au cours de la dernière décennie, sous le gouvernement précédent, la dette a plus que doublé, étant passée à 347 milliards de dollars, ce qui représente environ 24 000 \$ pour chaque homme, femme et enfant de la province. Voilà des chiffres consternants.

Les paiements de l'intérêt sur cette dette dépassent la totalité du budget de la plupart des ministères de l'Ontario et devraient atteindre 13,3 milliards de dollars durant l'exercice en cours. Chaque dollar affecté à l'intérêt est un dollar qu'on ne peut pas utiliser pour un autre fournisseur de soins à domicile, la rénovation d'une autre école ou une réduction d'impôt. Chaque jour, la population de l'Ontario paie pour les excès du passé de manière bien réelle et pénible.

Nous devons nous attaquer à cette situation des plus graves. Nous affecterons à la réduction de la dette toute somme non utilisée de la réserve et du fonds de prévoyance, ainsi que tout autre montant inutilisé à la fin de l'exercice.

Notre gouvernement a également mis fin à la fameuse « folie de mars ». Malheureusement, cela n'a rien à voir avec le basketball, mais fait plutôt référence à l'habitude des gouvernements de dépenser frénétiquement à la fin de l'exercice. Cette façon de faire manque de respect à l'égard du contribuable et, au nom du premier ministre, nous sommes heureux d'annoncer que nous y avons mis fin. C'est fait.

Équilibrer le budget sera un effort de l'ensemble du gouvernement. Nous examinons chaque programme et chaque organisme, conseil et commission afin de dégager des gains d'efficacité, de réaliser des économies et de permettre la transformation et la modernisation des services gouvernementaux. Nous examinons également nos investissements en immobilisations et les ramenons à un niveau plus viable.

Durant l'élection provinciale, le premier ministre Ford avait promis de dégager des économies de quatre cents sur chaque dollar. Notre gouvernement a presque doublé cet engagement et décelé des économies de quelque huit cents pour chaque dollar dépensé. Cela permet au gouvernement d'offrir un allègement d'une valeur projetée de 26 milliards de dollars aux particuliers, aux familles et aux entreprises qui en ont bien besoin. Tout cela en protégeant les emplois de première ligne.

Ce complexe processus de planification pluriannuel est piloté par notre collègue Peter Bethlenfalvy, le président du Conseil du Trésor. Ses efforts ont déjà entraîné d'importantes économies et des évitements de coûts.

PROTÉGER L'ESSENTIEL

Les membres de l'opposition font tout un cinéma chaque fois qu'on parle d'équilibrer le budget.

Si nous mettons fin à un programme parce qu'il a largement dépassé sa date de péremption, ils hurlent à pleins poumons qu'il s'agit d'une compression budgétaire.

C'est une réaction tout aussi prévisible qu'irresponsable.

Les chiffres ne mentent pas : c'est uniquement en rééquilibrant le budget que nous pourrons continuer à investir dans les programmes essentiels comme les soins de santé, l'éducation et les autres services sur lesquels la population de l'Ontario compte.

L'équilibre budgétaire n'est pas un objectif anodin; c'est un impératif financier et moral qui est dans l'intérêt public. Équilibrer le budget, voilà comment nous protégeons l'essentiel.

Services de garde d'enfants

Presque tous les parents vous diront que l'une des choses qui comptent le plus pour eux, ce sont les services de garde. L'administration précédente avait adopté une approche dépassée et rigide fondée sur le fait que le gouvernement a toujours raison. Nous ne sommes pas du même avis. Pourquoi ne pas laisser les parents décider quelles options de services de garde fonctionnent le mieux pour eux?

Voilà pourquoi notre gouvernement propose un nouveau crédit d'impôt de l'Ontario pour l'accès aux services de garde d'enfants et l'allègement des dépenses (ASGE). Le crédit d'impôt ASGE procurerait aux familles à revenu faible ou moyen jusqu'à 6 000 \$ par enfant de moins de sept ans, jusqu'à 3 750 \$ par enfant de 7 à 16 ans, et jusqu'à 8 250 \$ par enfant ayant un handicap grave.

Le nouveau crédit ASGE bénéficierait à quelque 300 000 familles et couvrirait 75 p. 100 de leurs dépenses admissibles pour des services de garde fournis dans les garderies, à domicile, dans les camps et ailleurs.

Le crédit d'impôt ASGE constituerait une des initiatives relatives à la garde d'enfants les plus souples jamais mises sur pied en Ontario, plaçant les parents, et non les bureaucrates et les politiciens, au cœur du processus de prise de décisions.

De plus, notre gouvernement fournira jusqu'à 1 milliard de dollars au cours des cinq prochaines années afin de créer jusqu'à 30 000 places de garderie dans les écoles. Ces centres pourraient être exploités par des exploitants à but lucratif ou non lucratif, ils offriront aux enfants un environnement d'apprentissage sûr et leur donneront la chance de se développer dans un milieu familial.

Soins de santé

Notre gouvernement croit qu'il est temps que les patients soient au centre de notre système de santé.

Trop longtemps, les gouvernements précédents ont englouti des sommes d'argent colossales dans un système qui est cloisonné et morcelé, et où il est extrêmement difficile de s'y retrouver. Cette situation a allongé les temps d'attente et donné lieu à la médecine de couloir.

Cela doit changer. Cela implique de donner la priorité aux patients. Et cela implique d'offrir aux patients une expérience de soins intégrée, peu importe qui les soigne et où ils sont soignés, et d'ainsi réduire le stress de leur famille.

Pour mettre fin à la médecine de couloir, notre gouvernement passe à un modèle intégré de prestation des soins de santé et met sur pied les équipes Santé Ontario. Ces équipes organiseront la prestation des soins selon les besoins de leurs collectivités, feront en sorte de prioriser les patients et s'assureront que les précieux dollars sont affectés aux services de première ligne.

Notre gouvernement réduira la bureaucratie excessive du système de santé et éliminera le cloisonnement administratif en consolidant les six organismes de santé provinciaux existants, ainsi que les 14 réseaux locaux d'intégration des services de santé, au sein d'un nouvel organisme unique.

Nous fournirons approximativement 17 milliards de dollars en subventions d'immobilisations au cours des 10 prochaines années pour moderniser nos hôpitaux et en augmenter la capacité.

Pour appuyer nos aînés, notre gouvernement est en voie de créer 15 000 nouveaux lits de soins de longue durée. Nous sommes également déterminés à mettre à niveau 15 000 lits de soins de longue durée supplémentaires pour les rendre conformes aux normes actuelles. Cette initiative représenterait un financement de 1,75 milliard de dollars au cours des cinq prochaines années.

Au moins les deux tiers des personnes âgées à faible revenu n'ont pas accès à une assurance dentaire. Les problèmes de santé bucco-dentaire non traités représentent un fardeau important au sein du système de santé et contribuent à l'engorgement des hôpitaux. C'est pourquoi notre gouvernement investit 90 millions de dollars dans un nouveau programme dentaire pour les personnes âgées.

Le système de traitement de la santé mentale et de lutte contre les dépendances de l'Ontario a trop longtemps été aux prises avec des temps d'attente excessifs, des difficultés sur le plan de l'accès, une qualité inégale, un manque de données normalisées et une fragmentation généralisée. C'est pourquoi notre gouvernement investit 3,8 milliards de dollars sur dix ans afin d'appuyer les services communautaires de santé et de justice, les logements avec services de soutien et les lits de soins actifs en santé mentale.

La portée et la taille du système de santé sont immenses, tout comme sa complexité. Nous sommes convaincus que, grâce au leadership de la vice-première ministre et ministre de la Santé et des Soins de longue durée, Christine Elliott, le système de santé continuera de s'améliorer au bénéfice de tous les particuliers et familles.

Nous applaudissons aussi le ministre des Services aux aînés et de l'Accessibilité, Raymond Cho, pour son travail auprès de certains de nos citoyens les plus vulnérables.

Éducation

L'avenir de notre province est, d'une foule de façons, lié à la qualité de notre système d'éducation. C'est la pépinière de la prochaine génération de chefs de file, nos scientifiques et nos ingénieurs, ainsi que nos plombiers et nos électriciens.

Malheureusement, le gouvernement précédent a laissé nos enfants en plan quand il s'agit de leur enseigner les éléments fondamentaux.

Ce manque de connaissances de base a laissé un trop grand nombre de nos enfants mal préparés pour les défis du monde moderne. Nos résultats en mathématiques diminuent depuis 10 ans, alors que de nombreux élèves peinent à atteindre les normes provinciales minimales.

Notre approche sera différente. Revenir à la base, respecter les parents et collaborer avec le corps enseignant, c'est ainsi que nous aiderons nos enfants à acquérir les compétences dont ils ont besoin pour réussir dans un marché de l'emploi fortement concurrentiel.

Notre gouvernement a tenu la plus importante consultation publique sur l'éducation de l'histoire de l'Ontario. Les avis recueillis nous ont aidés à élaborer notre nouveau plan exhaustif intitulé « L'éducation à l'oeuvre pour vous ».

Notre plan comporte des réformes comme les suivantes :

- un nouveau programme-cadre de mathématiques qui met l'accent sur les éléments fondamentaux pour toutes les années scolaires;
- un accent renouvelé sur la science, la technologie et l'ingénierie, de même qu'un nouvel accent mis sur les métiers spécialisés et la littératie financière;
- un programme-cadre de santé et d'éducation physique moderne, adapté à l'âge des élèves et sécurisant pour eux.

Tandis que nous prenons des mesures pour amener les élèves ontariens à la tête du peloton, nos adversaires mettent en doute notre engagement financier à l'égard de l'éducation.

Je tiens à préciser que notre gouvernement prévoit augmenter le financement du secteur de l'éducation de 1 milliard de dollars au cours des trois prochaines années pour le porter à plus de 30 milliards de dollars.

Nous faisons un investissement considérable dans nos enfants, dans notre avenir.

Nous avons pris soin d'établir un plan en matière d'éducation viable selon lequel il n'y aurait pas de mise à pied d'enseignants, malgré ce que prétendent souvent nos opposants.

Nous espérons que nos partenaires des syndicats des enseignants de l'Ontario s'uniront à nous pour parcourir ce chemin extrêmement important.

Ces réformes sont dirigées par la ministre de l'Éducation, Lisa Thompson. Nous croyons que son travail permettra à nos élèves de trouver de bons emplois dans l'économie mondiale moderne.

Soutenir les étudiantes et étudiants ainsi que les travailleurs qualifiés

Les étudiantes et étudiants d'aujourd'hui sont la main-d'oeuvre de demain. Pour les aider à réussir, notre gouvernement rend les études collégiales et universitaires plus abordables. Pour la première fois dans l'histoire de l'Ontario, notre gouvernement réduit les frais de scolarité, permettant aux parents et aux familles d'économiser environ 450 millions de dollars. Par ailleurs, nous laissons encore plus d'argent dans les poches des étudiantes et des étudiants en leur donnant la possibilité de choisir quels frais ils souhaitent payer.

Nous réformons également le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario en le remettant sur la voie de la viabilité et en l'orientant vers les personnes qui en ont le plus besoin. À compter de septembre, notre gouvernement s'assurera que 82 p. 100 des bourses seront accordées aux étudiantes et aux étudiants dont le revenu familial est inférieur à 50 000 \$, soit une hausse par rapport au taux de 76 p. 100 qu'avait fixé le gouvernement précédent.

Pour faire en sorte que plus de personnes soient dotées des compétences recherchées, notre gouvernement accroît les occasions d'apprentissage et transforme les services d'emploi et de formation de la province.

À cette fin, nous envisageons de créer un nouveau cadre de gouvernance en proposant de nouvelles mesures législatives pour remplacer la *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage*. Notre plan inciterait les employeurs à participer au système d'apprentissage grâce à un nouveau programme d'incitatifs financiers. Il prévoirait aussi la création d'un nouveau portail numérique à guichet unique pour les apprentis et ferait la promotion des métiers spécialisés comme choix de cheminement de carrière chez les plus jeunes élèves.

Nous applaudissons le travail fait par la ministre de la Formation et des Collèges et Universités, Merrilee Fullerton, pour préparer un plus grand nombre de personnes au monde du travail.

Réforme de l'aide sociale

Les programmes d'emploi et de formation de l'Ontario ne sont pas suffisamment axés sur les services qui aident les personnes à la recherche d'un travail, y compris les bénéficiaires d'aide sociale, à trouver et à conserver un emploi.

Afin d'améliorer les résultats sur le marché du travail et d'alléger le fardeau administratif dans le système d'emploi et de formation, notre gouvernement intègre les services d'emploi du programme d'aide sociale à Emploi Ontario.

Ces réformes permettront d'appuyer de façon globale les bénéficiaires d'aide sociale pour les aider à franchir les obstacles et à accéder aux services de soutien à l'emploi.

En vue d'aider les personnes bénéficiant du programme Ontario au travail à trouver un emploi plus rapidement, on leur permettrait de gagner jusqu'à 300 \$ par mois sans réduction de l'aide financière qu'elles reçoivent. Les personnes bénéficiant du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH), quant à elles, auront plus de souplesse grâce à une exemption annuelle de 6 000 \$ des gains par année, comparativement à 200 \$ par mois.

Nous applaudissons la ministre des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires, Lisa MacLeod, pour sa passion et sa détermination à protéger et à soutenir nos citoyens les plus vulnérables.

Sécurité

Protéger les citoyens innocents et respectueux des lois est une des grandes priorités de notre gouvernement.

Une victime de violence à l'aide d'une arme à feu est une victime de trop. Malheureusement, le nombre de ces victimes est à la hausse. Afin de lutter contre la violence liée aux armes à feu et aux bandes criminalisées, notre gouvernement investit 16,4 millions de dollars sur deux ans pour créer une stratégie provinciale de sécurité communautaire. Cette somme permettra de constituer une unité provinciale de soutien à la lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu pour aider les policiers et procureurs locaux.

Ce financement s'ajoute aux 25 millions de dollars versés sur quatre ans à la ville de Toronto pour aider à lutter contre les bandes criminalisées et les armes à feu, et aux 2 millions de dollars engagés pour appuyer des initiatives d'application de la loi dans la ville d'Ottawa.

Grâce à la *Loi de 2019 sur la refonte complète des services de police de l'Ontario*, nous traitons enfin les personnes qui font partie des services policiers avec le respect qu'elles méritent.

Nous tenons à applaudir la procureure générale, Caroline Mulroney, et la solliciteure générale, Sylvia Jones, pour leur leadership dans ce domaine.

Logement et municipalités

Le rêve d'être propriétaire est hors de portée pour bon nombre de personnes qui cherchent à acheter une première habitation, particulièrement dans les grands centres urbains comme Toronto. Afin d'abolir les nombreux obstacles qui se dressent devant les acheteurs potentiels et les constructeurs, notre gouvernement a élaboré un Plan d'action pour l'offre de logements. Ce plan d'action facilitera la création d'une gamme appropriée de logements là où c'est nécessaire, réduira les coûts d'aménagement et facilitera l'aménagement de logements locatifs.

En outre, nous voulons nous assurer que nos partenaires municipaux maximisent la valeur de chaque dollar qu'ils dépensent. C'est pourquoi notre gouvernement accorde un financement ponctuel de 200 millions de dollars pour aider 405 municipalités à devenir plus efficaces.

Nous saluons le ministre des Affaires municipales et du Logement, Steve Clark, qui a établi une excellente relation avec nos nombreux estimés partenaires des secteurs municipaux et du logement.

Environnement

Pour s'attaquer au changement climatique et à d'autres enjeux environnementaux, notre gouvernement a préparé un plan environnemental élaboré en Ontario. Ce plan affirme notre engagement de protéger l'environnement sans imposer aux ménages et aux entreprises des politiques inefficaces, comme la taxe sur le carbone du gouvernement fédéral, destructrice d'emplois.

Au lieu d'une taxe sur le carbone pénalisante, notre gouvernement établirait un fonds de réduction des émissions de 400 millions de dollars afin d'accélérer la mise en oeuvre de solutions économes en carbone et d'encourager l'investissement du secteur privé dans les technologies propres.

Nous félicitons le ministre de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs, Rod Phillips, pour sa détermination à protéger notre air, nos eaux et nos paysages magnifiques pour les générations futures.

DONNER LA PRIORITÉ À LA POPULATION

Notre gouvernement donne la priorité à la population. Tout ce que nous faisons, chaque décision que nous prenons, chaque dollar que nous dépensons doit répondre à un seul critère : est-ce que cela sert la population?

Pendant trop longtemps, le gouvernement a refusé d'adopter un modèle de service mettant le client au premier plan, parce qu'il n'avait pas à le faire. Il était le gouvernement après tout.

Mais les temps ont changé et le gouvernement aussi. Nous faisons entrer la province dans le XXI^e siècle. Nous prenons des mesures pour accroître le choix et la commodité pour les consommateurs et révolutionnons la façon dont nous offrons et élargissons les services, comme dans le domaine des transports.

Transports

Un réseau de transport accessible, efficace et fiable est essentiel si nous voulons faire progresser notre économie et protéger l'environnement. Il permet aux gens de faire la navette entre la maison et le travail plus rapidement, ce qui leur permet d'être plus productifs au travail, et surtout, de passer plus de temps à la maison avec leur famille.

Notre réseau ferroviaire régional GO actuel ne réalise qu'une fraction de son potentiel. C'est pourquoi nous mettons en oeuvre la plus importante hausse du service ferroviaire GO en cinq ans. Nous sommes déterminés à instaurer un service bidirectionnel continu aux 15 minutes sur des tronçons clés du réseau. Il s'agit notamment de départs additionnels sur la ligne Kitchener du service ferroviaire de GO Transit durant les heures d'affluence le matin et l'après-midi, ainsi que de liaisons ferroviaires de GO Transit en semaine durant toute l'année vers Niagara Falls et St. Catharines.

Nous sommes résolus à construire un réseau de transport en commun moderne, efficient et rapide. La prise en charge par la province du réseau de métro de la CTT nous permettrait de créer un système de transport régional véritablement intégré. La province pourrait ainsi réaliser les projets de construction de façon plus efficace, plus rapide et plus économique, ce qui est une bonne nouvelle pour les contribuables et les navetteurs.

Notre gouvernement fournit l'apport en capital le plus important de l'histoire de l'Ontario pour le prolongement du métro et la construction de nouvelles lignes. Nous engageons 11,2 milliards de dollars, sur un coût total de 28,5 milliards, pour soutenir quatre projets de transport rapide dans la RGT; cela représente plus du double de l'engagement initial que nous avons pris durant la campagne.

Ces quatre projets seraient le prolongement de la ligne de métro Yonge North, le prolongement du métro à Scarborough, le prolongement vers l'ouest du projet de train léger sur rail Eglinton Crosstown et la nouvelle ligne de métro Ontario, une version plus fonctionnelle de la ligne d'allègement pour le centre-ville de Toronto.

Notre gouvernement soutient également la phase 2 du projet de train léger sur rail à Ottawa et le projet de train léger sur rail à Hamilton.

Également, pour faciliter les déplacements des gens dans le Nord, notre gouvernement continuera à examiner les besoins en transport de cette vaste région de la province, notamment le rétablissement des services de transport de passagers par train et l'amélioration des services par autobus.

Nous élargissons non seulement nos réseaux de transport en commun, mais aussi d'autres éléments d'infrastructure de transport cruciaux. Notre gouvernement fait des investissements judicieux dans les autoroutes, les routes et les ponts dans le cadre de projets mis en oeuvre autour de Kenora, de London, de Pickering, de Mississauga et de Peterborough.

Ces projets d'infrastructure d'envergure revêtent une importance cruciale pour la croissance future de notre province et nous applaudissons le leadership du ministre des Transports, Jeff Yurek, et du ministre de l'Infrastructure, Monte McNaughton.

Assurance-automobile

Il est clair que le système d'assurance-automobile de l'Ontario connaît des ratés et que les conducteurs méritent mieux. C'est pourquoi notre gouvernement entreprend une transformation du régime de l'assurance-automobile de la province.

En premier lieu, il faut donner aux conducteurs un plus grand éventail de couvertures d'assurance-automobile parmi lesquelles choisir pour répondre à leurs besoins et leur donner davantage de contrôle sur leurs tarifs. Nous ferons en sorte que les compagnies d'assurance puissent offrir plus facilement et rapidement un nouvel éventail de rabais et d'options de couverture qui n'étaient pas disponibles auparavant.

En outre, nous instaurerons une carte de soins pour les conducteurs contenant des renseignements importants qui faciliteront le processus de demande d'indemnisation et simplifieront l'accès aux soins.

Nous adopterons aussi une clause par défaut qui mettra « l'accent sur les soins et non l'argent » pour faire en sorte que les polices d'assurance-automobile servent à payer les coûts des traitements au lieu des frais juridiques onéreux. Nous mettrons aussi en place un système de traitement rapide amélioré et rétablirons le plafond d'indemnisation par défaut jusqu'à concurrence de 2 millions de dollars pour les personnes ayant subi une blessure extrêmement grave dans un accident.

Nous sommes reconnaissants au député Doug Downey, adjoint parlementaire au ministre des Finances, de son excellent travail dans le dossier de l'assurance-automobile.

Nous remercions également le député de Milton, Parm Gill, dont le projet de loi d'initiative parlementaire sur l'élimination de la discrimination liée au code postal dans l'industrie de l'assurance offrirait une équité accrue à l'égard des conducteurs de l'Ontario.

Réforme du secteur de l'alcool

Donner la priorité à la population, c'est d'abord et avant tout offrir plus de choix et de commodité aux consommateurs. C'est pourquoi notre gouvernement prend des mesures pour moderniser le secteur de la vente, de la distribution et de la consommation d'alcool en Ontario.

Voici un fait à considérer : il y a plus de 8 000 détaillants de boissons alcoolisées au Québec, mais moins de 3 000 en Ontario. Il est grand temps que ça change.

C'est pourquoi notre gouvernement présente un plan qui étendra la vente de bière et de vin aux dépanneurs, aux hypermarchés et à un plus grand nombre d'épiceries.

Entre-temps, nous mettons en oeuvre plusieurs initiatives pour accroître le choix et la commodité pour les consommateurs. Nous créons un permis de fête d'avant-partie pour les événements sportifs admissibles, nous déposons des mesures législatives autorisant les municipalités à désigner des aires publiques, comme des parcs, où il sera possible de consommer de l'alcool et nous prolongeons les heures de service d'alcool dans les établissements pourvus d'un permis, pour qu'on puisse commencer à servir de l'alcool dès 9 h du matin.

Jeux

Aujourd'hui, les Ontariennes et Ontariens dépensent un montant estimé à 500 millions de dollars par année pour jouer en ligne, argent qui va en grande partie à des sites Web sur le marché gris. Notre gouvernement entend traiter les adultes comme des adultes et établir un marché concurrentiel pour les jeux de hasard légaux en ligne. Cela accroîtra le choix pour les consommateurs, tout en les protégeant des sites illégaux.

En outre, notre gouvernement continuera d'insister auprès du gouvernement fédéral pour qu'il légalise les paris sur un seul événement sportif au Canada. Plusieurs États américains autorisent déjà cette forme de jeu de hasard, ce qui menace des emplois ici même au Canada.

Des services gouvernementaux numériques simplifiés, accélérés et améliorés

Parallèlement, nous modernisons les services que nous fournissons à la population de l'Ontario.

Nous mettons à exécution une stratégie axée sur le numérique qui fera entrer les services gouvernementaux dans le XXI^e siècle et les rendra plus efficaces. Nous commencerons tout d'abord par numériser les 10 transactions les plus demandées de ServiceOntario, qui comprennent la délivrance des permis de conduire et des cartes Santé et l'immatriculation des véhicules. Cela permettra de rediriger environ 10 millions de transactions en personne vers des voies numériques et de réaliser des économies pouvant atteindre 33,5 millions de dollars au cours des cinq prochaines années.

Notre gouvernement prend aussi des mesures pour rendre nos systèmes internes plus efficaces.

Nous avons récemment annoncé la création d'un système d'approvisionnement central afin de transformer la façon dont le gouvernement se procure des biens et des services. En tirant profit de notre pouvoir d'achat en masse, nous pourrions faire économiser aux contribuables jusqu'à 1 milliard de dollars par année.

Nous avons aussi entrepris un ambitieux projet visant à ce que toutes les activités gouvernementales reflètent et renforcent une image de marque renouvelée arborant un trille actualisé. Cette nouvelle identité visuelle remplacera l'ensemble disparate et coûteux d'images de marque qui existe actuellement dans l'ensemble du gouvernement. La pièce maîtresse de cette initiative sera une nouvelle plaque d'immatriculation de l'Ontario qui communiquera aux gens d'ici et d'ailleurs que l'Ontario est « En plein essor ».

Nous avons été clairs. Nous voulons établir une nouvelle culture en Ontario et cette image de marque signalera ce changement.

Le ministre des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs, Bill Walker, est à la tête de ce changement révolutionnaire. Nous le félicitons de ces excellentes initiatives.

OUVERT AUX AFFAIRES ET À L'EMPLOI

Il fut un temps où l'Ontario était le moteur de la Confédération. Fort de son robuste secteur de la fabrication, de ses coûts concurrentiels et de sa main-d'oeuvre hautement instruite et qualifiée, il faisait l'envie du reste du pays.

Après une décennie et demie de mauvaise gestion économique par le gouvernement précédent, notre moteur connaît des ratés. Le PIB réel de l'Ontario a été à la traîne par rapport à la moyenne nationale pendant la majeure partie des 16 dernières années.

Cependant, selon la rumeur qui se répand comme une traînée de poudre, les temps ont changé. L'Ontario est de nouveau ouvert aux affaires et à l'emploi. Notre gouvernement s'est empressé d'agir pour s'attaquer à nos défis financiers et créer un climat favorable à l'emploi. Il a notamment adopté la *Loi de 2018 pour un Ontario ouvert aux affaires* qui, entre autres choses, maintient le salaire minimum à 14 \$ l'heure.

Nous applaudissons la ministre du Travail, Laurie Scott, pour le leadership dont elle a fait preuve relativement à cette initiative importante.

Plan relatif à l'industrie automobile

Pendant des décennies, l'économie de l'Ontario a bénéficié de la vigueur du secteur automobile qui soutenait des centaines de milliers d'emplois directs et indirects dans les collectivités de la province. Cependant, le secteur continue de toute évidence à changer, et ce n'est pas toujours pour le mieux.

Notre message à tous les fabricants et à leurs dirigeants syndicaux est clair : il y a un nouveau gouvernement en Ontario. Ne prenez pas vos décisions en vous fondant sur les politiques idéologiques défaillantes des 15 dernières années. Travaillons ensemble pour bâtir le genre de climat concurrentiel qui créera des emplois et les gardera ici en Ontario.

De notre côté, nous avons déjà lancé « Piloter la prospérité », un plan sur dix ans qui montre comment l'industrie, les secteurs de la recherche et de l'éducation, ainsi que les trois ordres de gouvernement peuvent collaborer pour renforcer l'industrie. Le plan Piloter la prospérité s'appuie sur trois piliers stratégiques : la compétitivité, l'innovation et le talent.

En outre, notre gouvernement appuie la réduction des charges sociales, élimine des couches de bureaucratie et réduit les coûts d'électricité. De toute évidence, nous faisons des progrès et obtenons des résultats. Nous souhaitons applaudir le ministre du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce, Todd Smith, pour son leadership et sa vision dans ce dossier particulièrement important.

Lutter contre la taxe sur le carbone

Pendant que notre gouvernement prend des mesures délibérées pour ouvrir l'Ontario aux affaires et à l'emploi, le gouvernement fédéral prend des mesures délibérées pour augmenter le coût de presque tout. Le 1^{er} avril, le gouvernement d'Ottawa a imposé à la population de l'Ontario et de trois autres provinces canadiennes sa taxe sur le carbone destructrice d'emplois.

Notre gouvernement estime que la taxe sur le carbone constitue une menace réelle et bien présente à l'abordabilité des produits de première nécessité. Cette taxe augmentera également les coûts pour les industries de l'automobile, de la fabrication, du transport, des mines et de la foresterie, mettant en péril des milliers d'emplois.

Le gouvernement fédéral insiste pour pénaliser les particuliers, les familles et les entreprises de l'Ontario, malgré le fait que l'Ontario arrive déjà au premier rang des provinces canadiennes en ce qui a trait à l'atteinte des cibles de réduction des gaz à effet de serre.

Nous planifions de nous attaquer de front à la taxe sur le carbone. Nous contestons cette taxe devant les tribunaux et nous proposons de déposer la Loi de 2019 sur la transparence de la taxe fédérale sur le carbone, qui mettrait en lumière les répercussions de la taxe fédérale sur le carbone sur les prix de l'essence à la pompe. En outre, nous présenterons une campagne publique visant à informer les gens des coûts réels de la taxe sur le carbone ainsi que de notre plan environnemental élaboré en Ontario.

Il devrait être clair pour tout le monde qu'une taxe sur le carbone n'est pas la seule façon de lutter contre le changement climatique.

Soutenir les collectivités du Nord

Je vais maintenant aborder un sujet qui m'est cher : le Nord de l'Ontario, dont je suis un fier résident. Nous savons que cette région de l'Ontario a le potentiel de participer encore plus à la réussite culturelle et économique de notre province.

Cependant, de nombreuses collectivités du Nord font face à des défis uniques qui freinent leur croissance, dont le manque de diversification économique, le vieillissement de la population, l'émigration et les lacunes sur le plan de l'infrastructure.

Devant ces défis, notre gouvernement est déterminé à changer la donne en prenant un certain nombre d'initiatives, dont les suivantes :

1. La tenue de consultations sur une proposition visant à abroger la *Loi sur le Grand Nord* et à modifier la *Loi sur les terres publiques* pour mettre sur pied des projets cruciaux, comme le Cercle de feu;
2. La création d'un groupe de travail sur les mines dont la fonction première sera de diminuer les formalités administratives et d'attirer de nouveaux investissements d'envergure dans le secteur minier;
3. L'élaboration d'une stratégie relative à la foresterie pour accroître l'approvisionnement en bois de l'Ontario et créer des conditions favorables à l'innovation, à l'investissement et à la création d'emplois dans ce secteur.
4. L'exploration des options de partage des revenus avec les partenaires autochtones et les collectivités du Nord;
5. La création de plus de possibilités pour les peuples autochtones et la gestion de la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée dans le Nord en mettant sur pied un nouveau programme de stages dans le Nord de l'Ontario et en demandant au gouvernement fédéral de réformer les codes de la Classification nationale des professions;
6. L'élaboration d'une stratégie pour l'accès aux services à large bande et au réseau cellulaire afin d'étendre l'accès aux régions rurales et éloignées de la province. Cette stratégie permettra à plus de personnes de participer pleinement à l'économie numérique et d'être compétitives dans ce domaine.

Nous félicitons le ministre de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines, Greg Rickford, et le ministre des Richesses naturelles et des Forêts, John Yakabuski, pour leur leadership relativement à ces initiatives cruciales.

Agriculture

Les agriculteurs nourrissent les villes. Le bien-être social et économique de la province repose sur cette vérité fondamentale. Le secteur agricole et agroalimentaire de l'Ontario est diversifié, dynamique et un moteur économique important. Ce secteur soutient plus de 822 000 emplois et injecte des milliards de dollars dans notre économie.

Notre gouvernement propose des modifications à *la Loi sur le recouvrement du prix des produits agricoles* afin de moderniser les programmes de protection financière des exploitations agricoles. De plus, nous explorons les différentes options qui permettraient d'élargir le Programme de gestion des risques pour mieux soutenir les agriculteurs et les producteurs dans la gestion des risques qui sont hors de leur contrôle.

Nous félicitons le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, Ernie Hardeman, pour sa passion et son leadership dans ce dossier important.

Programme d'appui à la francophonie ontarienne

Notre gouvernement prend des mesures pour stimuler la création d'emplois dans nos communautés francophones.

C'est pourquoi nous élargissons la portée du Programme d'appui à la francophonie ontarienne afin d'y inclure une composante de développement économique.

Cette mesure permettra aux entreprises, aux entrepreneurs et aux organismes francophones sans but lucratif de soutenir les initiatives qui favorisent la croissance économique et culturelle.

Tourisme et culture

S'adonner à un sport est beaucoup plus que simplement jouer à un jeu. Ils aident les gens à demeurer en forme et actifs, à apprendre la valeur du travail d'équipe et de l'engagement, en plus d'offrir une occasion de s'initier aux avantages de la compétition.

Les lois et règlements entourant les sports de combat, comme les arts martiaux mixtes, la boxe et le kickboxing, sont caducs. C'est pourquoi notre gouvernement prévoit déposer de nouvelles mesures législatives pour qu'il soit plus sécuritaire pour les athlètes amateurs et professionnels de pratiquer des sports de combat.

En outre, l'industrie cinématographique et télévisuelle de l'Ontario génère des dépenses de production se chiffrant à des milliards de dollars et crée des dizaines de milliers d'emplois aux quatre coins de la province. Elle continue de prospérer, comme en témoignent l'agrandissement des studios Pinewood de Toronto et des studios de CBS à Mississauga, ainsi que l'établissement d'un nouveau centre de production de Netflix dans le secteur riverain de Toronto. Notre gouvernement continuera d'offrir trois crédits d'impôt remboursables en vue d'encourager la production cinématographique et télévisuelle, les effets spéciaux et l'animation informatiques.

Notre gouvernement appuie l'industrie des produits multimédias interactifs numériques par l'entremise du crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques et du Fonds pour les produits multimédias interactifs numériques. Nous sommes déterminés à rationaliser l'administration du crédit d'impôt, à réduire les formalités administratives et à aider les entreprises à recevoir leurs crédits d'impôt plus rapidement.

Nous félicitons le ministre du Tourisme, de la Culture et du Sport, Michael Tibollo, pour ses efforts visant à faire progresser la culture et l'excellence athlétique à l'échelle de la province.

CONCLUSION

En terminant, permettez-moi quelques réflexions sur ce que signifie être un représentant provincial à Queen's Park.

Le travail que nous accomplissons dans cette enceinte historique nous rappelle l'immense responsabilité que nous devons toutes et tous assumer à titre de députés. Nous venons des quatre coins de cette grande province pour une seule et même raison : représenter la population de l'Ontario. Ce poste privilégié que nous occupons est le résultat de la confiance que nous ont accordée de nombreux particuliers et familles dans nos collectivités locales.

Nos électeurs se tournent vers nous et nous demandent de prendre des décisions réfléchies, mais difficiles, qui feront avancer l'Ontario. Notre gouvernement et tous nos députés acceptent cette responsabilité avec humilité et mettent la main à la pâte pour accomplir leurs tâches.

Nous savons que le parcours ne sera pas facile, mais il est absolument nécessaire pour préserver notre qualité de vie et créer un avenir prospère pour les générations à venir.

Aujourd'hui, notre gouvernement rappelle au monde que nous avons à cœur d'assurer la viabilité financière et la protection des services de première ligne et d'avoir un Ontario ouvert aux affaires et à l'emploi.

Ce budget représente un nouveau départ pour la province. Il constitue un plan qui fera de la province un endroit où les coûts sont plus bas, où l'argent des contribuables est respecté et où le gouvernement est au service de la population.

Les particuliers, les familles et les chefs d'entreprise de cette grande province ne méritent rien de moins.

Promesse faite, promesse tenue.